

qui par elles a esté mis pardeuers le sieur d'Herbelay Commissaire à ce député: Oüy son rapport. Et tout considéré: LE ROY EN SON CONSEIL, a debouté & deboute le demandeur de l'entherinement de sadite requeste: sauf à luy de poursuiure sa requeste ciuile en ladite Cour des Monnoyes, suiuant les derniers erremens: & l'a condamné aux dépens. Fait au Conseil Priué du Roy, tenu à Paris, le vingt-troisième iour de Nouembre mil six cens trente-huict.

Du dernier
Iuillet
1640.

Dictum d'Arrest de la Cour des Monnoyes, sur la reception & seance donnée au General Prouincial de Prouence.

Extrait du Registre de la Cour, de num. 1. 1.

Veu par la Cour l'Arrest d'icelle, du vingt-quatrième Iuillet du present mois, interuenu sur la requeste à elle présentée par Maistre Iean Baptiste de Rians Aduocat au Parlement de Prouence, &c. LA COUR a ordonné & ordonne, que ledit Maistre Iean Baptiste de Rians sera receu audit Office de Conseiller du Roy, & General Prouincial de ses Monnoyes en Prouence, faisant le serment en tel cas requis & accoustumé, pour exercer ledit Office après qu'il aura atteint l'age de vingt-cinq ans portez par les Ordonnances, & non plustost, ainsi qu'il est porté par ledit Arrest dudit iour vingt-quatrième du present mois: & que les Lettres de prouision par luy obtenues dudit Office, seront registrées au Greffe de ladite Cour, pour iouir de l'effet & contenu en icelles aux charges susdites; & à l'instant ledit de Rians mandé au Bureau, a esté receu & fait le serment: ce fait installé par le Greffier au petit banc qui est hors, & ioignant le banc de Messieurs les Presidens, entre ledit banc & les fenestres, ainsi qu'il est accoustumé. Fait en la Cour des Monnoyes, le dernier iour de Iuillet 1640.

Du 11.
May
1644.

Arrest du Conseil d'Estat, pour la Iurisdiction du General Prouincial de Bourgogne, contre le Parlement de Diion.

Extrait des Registres du Conseil d'Estat.

Sur la requeste présentée au Roy en son Conseil par Maistre Guichard Fachon, Conseiller de sa Maiesté, & General des Monnoyes en Bourgogne & Bresse, qu'encore que par Edict de creation de sa charge, il soit fondé en pouuoir de connoistre en premiere instance, du fait des Monnoyes, exposition d'icelles, circonstances & dépendances, & que tous autres Iuges soient incompetens & interdits: Neantmoins le Procureur Syndic de la ville de Beaune, pour empescher le cours des poursuites qui se faisoient par le suppliant, à la requeste du Substitut du Procureur General de sa Maiesté en la Monnoye de Diion, à l'encontre de quelques particuliers Habitans de ladite ville de Beaune; lesquels depuis la reduction des doubles à vn denier qu'ils auoient supposé n'estre plus de mise, faisoient billonnage, & les achetoient au marc, à raison de 8. ou 9. & 10. sols, pour les transporter es lieux où ils auoient cours, par Arrest du Parlement de Diion, du neuvième du mois de Mars dernier, auroit esté enioint audit suppliant de rapporter ses procès verbaux au Greffe Ciuil d'iceluy: cependant ordonné qu'il seroit sursis à l'instruction des procès par luy commencez, à peine de nullité, dépens, dommages & interests: avec defences à luy de vacquer à autre instruction, & à tous Huissiers d'executer ses lugemens. Et dautant que ledit suppliant n'est iusticiable ny responsable de ses actions pour le fait de sa charge audit Parlement, & n'est raisonnable qu'il réponde en deux diuers endroits, au Parlement, & à la Cour des Monnoyes: il requiert qu'il plaise à sa Maiesté sans auoir égard à l'Arrest dudit Parlement de Diion, dudit iour neuvième de Mars dernier, ny aux defences portées par iceluy, ordonner qu'il seroit par luy passé outre à l'instruction & iugement des procès intentez à la requeste du Substitut du Procureur General en la Monnoye de Diion, à l'encontre d'aucuns particuliers Habitans de ladite ville de Beaune, & autres dépendans du fait des Monnoyes, sauf l'appel: & pour proceder sur le trouble qui luy a esté fait par lesdits Maire, Escheuins, & Procureur Syndic, qui seront condamnez en tous dépens, dommages & interests; luy permettre de les faire assigner audit Conseil, & tous autres qu'il appartiendra. Veu la requeste signée du Suppliant, & Champhouon son Aduocat. Copie de l'Edict du feu Roy Henry III. donné au mois de May de l'année mil cinq cens soixante-dix-sept, pour le reestablishement des Generaux des Monnoyes qui resideroient en douze principales Pro-